



Distr.
LIMITEE

A/C.2/L.352
14 novembre 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Douzième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 27 de l'ordre du jour

RAPPORT DE L'AGENT GENERAL DE L'AGENCE DES NATIONS UNIES
POUR LE RELEVEMENT DE LA COREE

Canada, Etats-Unis et Royaume-Uni. Projet de résolution commun

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 410 (V) du 1er décembre 1950, 701 (VII) du 11 mars 1953, 725 (VIII) du 7 décembre 1953, 828 (IX) du 14 décembre 1954, 920 (X) du 25 octobre 1955 et 1020 (XI) du 2 décembre 1956,

Prenant acte :

- a) Du rapport de l'Agent général sur l'activité de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée pendant la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957, ainsi que des observations de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée sur ce rapport;
- b) De l'additif au rapport de l'Agent général, en date du 31 octobre 1957;
- c) Du mémoire que l'Agent général a adressé au Comité consultatif le 11 novembre 1957,

Reconnaissant l'importance spéciale que présente le programme de secours et de relèvement entrepris par l'Agence en faveur de la République de Corée,

1. Félicite l'Agent général de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée de l'excellent travail effectué par l'Agence dans l'accomplissement de la mission qui lui incombe d'aider le peuple coréen à soulager les souffrances et à relever les ruines causées par l'agression;

2. Exprime sa conviction que l'oeuvre de l'Agence aura des effets durables et importants sur l'économie de la Corée et sur le bien-être du peuple coréen;
3. Exprime sa reconnaissance de l'assistance précieuse que les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations non gouvernementales bénévoles ont prêtée à l'Agence;
4. Approuve la recommandation de l'Agent général tendant à ce que l'Agence cesse son activité, en tant qu'organisme d'exécution, le 30 juin 1958;
5. Approuve également les dispositions et procédures proposées par l'Agent général dans son mémoire du 11 novembre 1957 en ce qui concerne l'achèvement, après le 30 juin 1958, des tâches dont l'Agence devra encore s'acquitter et la liquidation ultérieure de ses comptes.
